

Visite au Canada

du

**Président de la Russie
Boris Eltsine**

18-20 juin 1992

Cahier d'information

LIBRARY E A/BIBLIOTHEQUE A E
3 5036 20064383 4

DUE DATE	
DATE DUE	DATE DE RETOUR
MAR 1993	
JUN 1 1993	
DEC 2 1 1993	

DOCS
CA1 EA 92V37 EXF
Visit to Canada by Boris Yeltsin
President of Russia : June 18-20,
1992. --
43264480

60984 81800

Visite au Canada

du

**Président de la Russie
Boris Eltsine**

18-20 juin 1992

*Imprimé sur du
papier recyclé*



*Printed on
recycled paper*



Affaires extérieures et
Commerce extérieur Canada

External Affairs and
International Trade Canada

Imprimé au Canada

Table des matières

Le Président Boris Eltsine	1
Le Premier ministre par intérim Égor Gaïdar	2
Le ministre des Affaires étrangères Andreï Kozyrev	3
Le gouverneur général Ramon John Hnatyshyn	4
Le Premier ministre Brian Mulroney	5
La secrétaire d'État aux Affaires extérieures Barbara McDougall	6
Les relations entre le Canada et la Russie	7
Le commerce entre le Canada et la Russie	9
Les investissements canadiens en Russie	10
L'aide canadienne à la Russie	11
La coopération canado-russe dans l'Arctique et le Nord	13
La situation politique en Russie	14
L'économie de la Russie	15
Fiche documentaire sur la Russie	16

Le Président Boris Eltsine

M. Boris Nicolaïevitch Eltsine est né le 1^{er} février 1931 à Sverdlovsk (rebaptisée Iekaterinbourg). Après avoir reçu un diplôme en génie des travaux publics et du bâtiment de l'Institut polytechnique de l'Oural à Sverdlovsk, il a travaillé comme ingénieur de 1955 à 1968.

M. Elstine est entré au Parti communiste à l'âge de 30 ans. En 1976, il a été nommé Premier secrétaire du Comité du Parti du district de Sverdlovsk, où il a acquis une réputation de réformateur énergique.

En 1985, il a été invité à venir à Moscou occuper le poste de Secrétaire du Comité central pour la construction. Il a alors adhéré au groupe de réformateurs dirigé par le Secrétaire général, Mikhaïl Gorbatchev. Un an plus tard, M. Elstine devenait Premier secrétaire du Comité du Parti de Moscou et membre suppléant du Politburo.

En octobre 1987, après avoir critiqué le secrétariat du Parti communiste et jugeant la perestroïka trop lente, M. Eltsine a démissionné de son poste au comité de Moscou et au Politburo.

Deux ans plus tard, M. Eltsine était élu représentant de la ville de Moscou au Congrès des peuples de l'URSS, et il entrait au Soviet suprême.

En 1990, il a été élu président du Soviet suprême de Russie. Il a quitté le Parti communiste en juillet 1990.

En juin 1991, M. Eltsine était élu, au premier tour, président de la Fédération russe dans la première élection démocratique d'un chef d'État dans l'histoire de la Russie. Son intervention publique énergique a contribué en août 1991, à faire échec à la tentative de coup d'État en URSS.

M. Eltsine est marié à Anastasia Iossipovna Eltsina. Le couple a deux filles mariées, Tania et Léna.

Le Premier ministre par intérim Égor Gaïdar

M. Égor Timourovitch Gaïdar est né le 19 mars 1956 à Moscou. Son père Timour était correspondant à l'étranger; son grand-père, Arkady, était un auteur populaire de livres d'enfants.

Docteur en sciences économiques, M. Gaïdar a passé les premières années de sa carrière au service d'instituts de recherche. En 1987, il s'est vu confier la chronique économique à la *Pravda* et dans d'autres publications. Il a quitté la *Pravda* en décembre 1990 pour fonder l'Institut de politique économique.

M. Gaïdar est entré au gouvernement en novembre 1991. Il est le principal architecte des réformes économiques du Président Eltsine. Il a été nommé Premier ministre par intérim le 15 juin 1992.

Le ministre des Affaires étrangères Andreï Kozyrev

M. Andreï Vladimirovitch Kozyrev est né le 27 mars 1951. Il a obtenu un diplôme d'études supérieures en histoire de l'Institut des relations internationales de Moscou en 1974.

M. Kozyrev a commencé sa carrière diplomatique cette année-là au département des organisations internationales du ministère des Affaires étrangères soviétique. Il est devenu chef adjoint en 1986, et chef en 1989. Il a participé de façon assidue aux sessions de l'Assemblée générale des Nations Unies et aux conférences sur le désarmement et la sécurité parrainées par les Nations Unies. Il y a préconisé la dépolitisation de l'ONU et critiqué l'hostilité de l'URSS envers l'Ouest.

En octobre 1990, M. Kozyrev était nommé ministre des Affaires étrangères de la Fédération de Russie.

M. Kozyrev et sa femme Irina ont une fille.

Le gouverneur général Ramon John Hnatyshyn

M. Ramon John Hnatyshyn est né à Saskatoon (Saskatchewan) le 16 mars 1934. Pendant ses études à l'Université de la Saskatchewan, où il a obtenu un baccalauréat ès arts et un baccalauréat en droit, il a participé au programme d'entraînement aérien de la réserve de l'Aviation royale du Canada, de 1951 à 1956. Il s'est ensuite joint à la 23^e escadre auxiliaire de Saskatoon, où il est demeuré de 1956 à 1958.

M. Hnatyshyn a été admis au Barreau de la Saskatchewan en 1957. De 1958 à 1960, il a été secrétaire particulier et chef de cabinet du leader du gouvernement au Sénat.

Il est retourné à la pratique du droit en 1960 et a été nommé président de la section du nord de la Saskatchewan de l'Association canadienne pour les Nations Unies. Il a été chargé de cours au Collège de droit de l'Université de la Saskatchewan de 1966 à 1974 et membre du conseil de la Law Society de 1970 à 1974. Il a été nommé Conseiller de la Reine pour la Saskatchewan en 1973 et a assumé la présidence de la Law Society de Saskatchewan en 1973 et 1974.

Élu pour la première fois à la Chambre des communes en 1974, dans la circonscription de Saskatoon-Biggar, M. Hnatyshyn a été réélu député de la circonscription de Saskatoon-Ouest lors des élections générales de 1979, 1980 et 1984.

En 1979, M. Hnatyshyn a été nommé ministre d'État chargé des Sciences et de la Technologie, et ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources. Il a aussi été leader du gouvernement à la Chambre de 1984 à 1986, président du Conseil privé de la Reine pour le Canada en 1985 et 1986, ministre chargé de la Réglementation en 1986, et ministre de la Justice et Procureur général du Canada de 1986 à 1988.

M. Hnatyshyn a été fait Conseiller de la Reine pour le Canada en 1988. Le 29 janvier 1990, il devenait le vingt-quatrième gouverneur général du Canada depuis la Confédération, et le septième Canadien à occuper ce poste.

M. Hnatyshyn a travaillé activement au sein de diverses organisations bénévoles, notamment Centraide, le United Community Fund et la Saskatoon Gallery and Conservatory Corporation.

Le gouverneur général est marié à Karen Gerda Nygaard Andreasen; le couple a deux fils.

Le Premier ministre Brian Mulroney

M. Brian Mulroney est né à Baie-Comeau (Québec) le 20 mars 1939. Il est avocat et a été dirigeant d'entreprise.

Il détient un baccalauréat spécialisé en sciences politiques de l'Université Saint-François-Xavier d'Antigonish (Nouvelle-Écosse) et une licence en droit de l'Université Laval de Québec.

Le 11 juin 1983, M. Mulroney a été élu chef du Parti progressiste-conservateur. Il est ensuite entré à la Chambre des communes en remportant une élection partielle tenue le 29 août 1983 dans la circonscription de Central Nova (Nouvelle-Écosse).

Lors des élections générales de 1984, il a été élu député de la circonscription de Manicouagan (Québec). Son parti a alors remporté le plus grand nombre de sièges de toute l'histoire parlementaire du Canada. Il a été réélu dans la circonscription de Charlevoix (Québec) le 21 novembre 1988, menant son parti à une deuxième victoire majoritaire.

M. Mulroney joue un rôle actif sur la scène publique et au sein de la collectivité depuis bon nombre d'années. En mai 1974, il a été nommé à la Commission Cliche, chargée d'enquêter sur la violence dans l'industrie de la construction au Québec.

En 1976, il a été candidat à la direction du Parti progressiste-conservateur du Canada. Plus tard cette année-là, il est entré au service de la Compagnie Iron Ore du Canada en tant que vice-président exécutif; un an plus tard, il est devenu président de la compagnie.

Il a oeuvré dans de nombreux organismes de charité tels que Centraide de Montréal, l'Association des Grands Frères du Canada, l'Association du Québec pour les déficients mentaux, la Fondation canadienne de diabète juvénile et la Fondation des maladies du coeur de Montréal.

M. Mulroney a épousé Mila Pivnicki et ils ont quatre enfants, Caroline, Benedict, Mark et Nicolas.

**La secrétaire d'État
aux Affaires extérieures
Barbara McDougall**

M^{me} Barbara McDougall est née à Toronto le 12 novembre 1937. Elle a obtenu, en 1960, un baccalauréat ès arts avec spécialisation en sciences politiques et en économie de l'Université de Toronto et est devenue analyste financière agréée en 1973.

Elle a commencé sa carrière professionnelle dans une banque, en tant qu'analyste économique. Puis elle a été analyste de marchés et chroniqueuse financière dans des revues et à la télévision.

Elle a ensuite exercé pendant dix ans les fonctions d'analyste de placements spécialisée dans les produits forestiers. De 1976 à 1981, M^{me} McDougall a été vice-présidente d'une compagnie d'opérations boursières. De 1982 jusqu'à son entrée en 1984 sur la scène politique fédérale, elle a été directrice exécutive du Conseil canadien des analystes financiers.

M^{me} McDougall a été élue au Parlement pour la première fois en septembre 1984 dans la circonscription de St. Paul's, de Toronto. Elle a été réélue dans la même circonscription en novembre 1988.

Elle a été nommée ministre d'État aux Finances dès son entrée en politique. De 1986 à 1988, elle a détenu simultanément trois portefeuilles : elle a été ministre d'État à la Privatisation, ministre responsable de la Condition féminine et ministre responsable des Affaires réglementaires.

M^{me} McDougall a été ministre de l'Emploi et de l'Immigration de mars 1988 jusqu'à sa nomination au poste de secrétaire d'État aux Affaires extérieures, en avril 1991.

Elle préside le Comité du Cabinet chargé de la politique étrangère et de la défense, et elle fait partie du Comité du Cabinet chargé des priorités et de la planification ainsi que du Comité du Cabinet sur l'unité canadienne et les négociations constitutionnelles.

M^{me} McDougall a été présidente de la campagne de souscription de l'Armée du Salut, à Toronto, et elle a siégé au conseil d'administration d'organismes enseignant des connaissances pratiques élémentaires et s'occupant de personnes âgées. Elle a aussi été vice-présidente de la Société Elizabeth Fry de Colombie-Britannique.

Les relations entre le Canada et la Russie

Le Canada et la Russie, qui sont les plus vastes pays du monde, ont en commun trois océans, l'Atlantique, le Pacifique et l'Arctique. Le Canada a établi des relations diplomatiques avec l'Union soviétique il y a 50 ans, soit le 12 juin 1942, mais ces relations demeurèrent plutôt distantes jusqu'aux récents changements qui ont amené la formation de la Fédération de Russie comme État indépendant. Maintenant, les rapports entre les Canadiens et les Russes connaissent un essor sans précédent.

La visite d'État en Russie du Premier ministre Brian Mulroney, en novembre 1989, a été caractérisée par des discussions franches et ouvertes et la signature de quatorze accords bilatéraux.

En mai 1990, cette nouvelle attitude a aussi marqué la visite d'État du Président Gorbatchev au Canada, de même que les trois visites en Russie du Secrétaire d'État aux Affaires extérieures.

Lors de sa visite au Canada en février 1992, le Président Eltsine et le Premier ministre Mulroney ont signé une déclaration politique conjointe. Ils ont également signé un protocole qui prévoyait la tenue de consultations régulières et un accord céréalier à long terme.

Le Canada a accepté que la Russie prenne la relève de l'URSS au regard de l'ensemble des droits et obligations internationaux de cette dernière. Les traités et accords conclus entre le Canada et l'URSS demeurent donc en vigueur.

Le Canada a appuyé l'adhésion de l'ex-Union soviétique aux Nations Unies et à la Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe. Il appuie également le coparrainage par la Russie du processus de

paix au Moyen-Orient et a reçu l'appui de celle-ci pour les initiatives de paix en Yougoslavie et au Nagorny-Karabakh.

Les deux pays font aussi partie du Conseil de coopération nord-atlantique dont les ministres se sont réunis le 5 juin 1992.

Les dimensions et la géographie des pays font que le Canada et la Russie doivent relever un grand nombre de défis communs et qu'ils ont les mêmes possibilités dans les secteurs de l'énergie, de l'agriculture, des forêts, de l'environnement, de la restructuration industrielle, du transport et des communications.

Au cours des dernières années, la Russie et le Canada ont collaboré étroitement dans l'Arctique. Les deux pays ont appuyé la création du Conseil international de l'Arctique et ont participé à la conférence de 1991 sur l'environnement de l'Arctique qui a eu lieu à Rovaniemi, en Finlande.

Dans la déclaration politique conjointe de 1992, la Russie appuie la création d'un Conseil international de l'Arctique, idée lancée par le Premier ministre Mulroney à Saint-Pétersbourg (autrefois Leningrad) en 1989.

La coopération est aussi présente dans le domaine militaire où des exercices conjoints et des discussions des états-majors se déroulent maintenant annuellement. Une délégation d'un collègue militaire canadien s'est rendue à Moscou et à Saint-Pétersbourg au début de 1992, et un groupe de parachutistes russes prendront part à un exercice canadien vers la fin de l'année.

De 1988 à 1991, le nombre de visas canadiens délivrés à des visiteurs de l'ex-Union soviétique a doublé pour se situer à 27 426. Grâce à des échanges universitaires, en 1990-1991, 22 universitaires canadiens se sont rendus en Russie et 21 universitaires russes sont venus au Canada.

L'exposition « Carrefour international », présentée récemment au Musée canadien des civilisations, examinait les liens très anciens entre l'Amérique du Nord et la Russie de part et d'autre du détroit de Béring.

Le commerce entre le Canada et la Russie

Les relations commerciales entre le Canada et la Russie ont longtemps été dominées par des ventes élevées de céréales, qui ont fait de la Russie notre plus grand acheteur de blé dans le monde. Ces dernières années, les occasions offertes par la modernisation de la Russie et sa réforme économique ont suscité le très grand intérêt du secteur privé canadien pour plusieurs nouveaux domaines. Aujourd'hui, la Russie est le onzième marché d'exportation du Canada.

Les principales exportations canadiennes sont le blé, l'orge, le poisson, la viande, le soufre, les produits chimiques, la pâte de bois, le matériel d'extraction du pétrole et du gaz, les services d'ingénierie et le polyéthylène. Les services d'ingénierie — de la conception, à l'approvisionnement et à la gestion — forment une part importante des exportations invisibles.

Les exportations russes vers le Canada comprennent des métaux et des minéraux, des automobiles et des machines-outils. En 1991, elles ont atteint un niveau record, soit 233 millions \$. L'application récente du traitement de préférence général à la plupart des exportations russes vers le Canada devrait améliorer l'accès à notre marché.

Les exportations canadiennes se composent surtout de produits agricoles, mais l'on prévoit un accroissement des exportations dans d'autres secteurs. L'assouplissement des contrôles à l'exportation de technologie informatique et la réduction des restrictions touchant l'équipement de télécommunications laissent présager une augmentation des ventes dans le domaine de la technologie de pointe.

L'industrie canadienne aimerait se tailler une place en Russie dans la recherche de matières premières industrielles, et explorer des techniques de pointe qui ne sont pas encore commercialisées. La Russie possède, entre autres, du matériel industriel de pointe et un savoir-faire en génie biomédical qui pourraient être très utiles à de nombreuses entreprises canadiennes.

Étant donné la rareté des devises fortes en Russie, de nombreux exportateurs examinent des moyens nouveaux de financer leurs exportations vers ce pays, notamment la formule des échanges compensés et celle des coentreprises. L'adhésion de la Russie au Fonds monétaire international et à la Banque mondiale en avril 1992, ainsi que la création de la Banque européenne pour la reconstruction et le développement en avril 1991 devraient aussi accroître les possibilités de financement multilatéral.

Le ministre canadien de l'Énergie est allé à Moscou le mois dernier signer un protocole d'entente sur la coopération en matière d'énergie et de sécurité nucléaire. Durant sa visite, il s'est rendu à une exposition de l'industrie du pétrole et du gaz à laquelle prenaient part 25 entreprises canadiennes.

Pour aider les exportateurs canadiens à bien s'implanter sur le marché russe, le ministre canadien de l'Industrie, des Sciences et de la Technologie et ministre du Commerce extérieur conduira du 2 au 11 juillet 1992 une délégation de 60 entreprises en Russie, en Ukraine et au Kazakhstan.

Les investissements canadiens en Russie

En 1989, le Canada et l'URSS ont signé un Accord sur l'encouragement et la protection des investissements. L'accord, ratifié en 1991, appuie l'établissement de coentreprises et de filiales entièrement sous contrôle étranger. La Fédération de Russie reste liée par l'accord.

Les changements politiques et économiques en cours ont accru la complexité du marché russe, et ils ont permis de diversifier davantage notre relation financière avec l'une des plus grandes économies du monde.

La Fédération de Russie est la principale cible pour les coentreprises canadiennes dans l'ex-Union soviétique, surtout dans les secteurs suivants : pétrole et gaz, matériaux de construction et construction (surtout en climat froid et dans des conditions difficiles), télécommunications, production agro-alimentaire, stockage et transformation, extraction minière et métallurgie, et autres secteurs de mise en valeur des ressources.

Quelque 80 coentreprises canadiennes ont été établies dans la Fédération de Russie ces dernières années. Vingt des cent principales sociétés canadiennes poursuivent des activités sur le marché russe, ou s'y intéressent.

Les investissements canadiens dans la Fédération de Russie sont globalement évalués à plus de 300 millions \$CAN. Les principaux investisseurs sont Gulf Canada Resources et McDonald's Restaurants of Canada Ltd.

L'aide canadienne à la Russie

L'aide économique du Canada a plusieurs volets : crédits alimentaires y compris les crédits pour céréales, crédits commerciaux, contributions internationales, soutien des sociétés commerciales canadiennes, assistance technique et aide humanitaire.

Aide humanitaire

En février 1992, des vols militaires canadiens ont acheminé des fournitures médicales, telles des seringues et des thermomètres, d'une valeur de 3 millions \$, à l'intention principalement des personnes âgées et des enfants dans les hôpitaux et les orphelinats. La Société canadienne de la Croix-Rouge a acheté ces fournitures à l'aide de fonds versés par le gouvernement canadien.

Crédits alimentaires

Canada et la Russie ont signé un Accord céréalier à long terme le 1^{er} février 1992, pendant la première visite au Canada du Président Eltsine. La Commission canadienne du blé a offert une marge de crédit de 1,5 milliard \$US et vendra au moins 25 millions de tonnes métriques de blé et de céréales fourragères à la Russie sur cinq ans, avec un objectif de cinq millions de tonnes par année.

La Société pour l'expansion des exportations du Canada a offert une marge de crédit de 150 millions \$CAN destinée à l'achat de maïs fourrager, d'huile végétale et de viande. Entre novembre 1991 et janvier 1992, des livraisons ont été effectuées en vertu de contrats passés avec l'ex-URSS. Le protocole activant le versement des 62 millions \$CAN restants a été signé avec la Russie le 28 avril 1992.

Crédits commerciaux

Une marge de crédit de 100 millions \$CAN de la Société pour l'expansion des exportations affectée à l'achat de biens d'équipement et de services a été annoncée le 1^{er} février 1992 pendant la visite du Président Eltsine, et a été signée le 28 avril de la même année.

Contributions internationales

Le Canada a souscrit une part (3,4 p. 100) du capital de la Banque européenne pour la reconstruction et le développement, et il prévoit à cette fin effectuer un paiement maximal de 120 millions \$.

Le Canada est également disposé à contribuer à un fonds de stabilisation du rouble mis en place par le Fonds monétaire international (FMI), et conditionnel à la mise en oeuvre, par la Russie, d'un programme de réforme économique approuvé par le FMI. Les discussions se poursuivent sur la façon d'administrer ce fonds de 6 milliards \$US. La part canadienne d'un tel fonds pourrait s'élever à quelque 300 millions \$US.

Assistance technique

Le Canada a été l'un des premiers pays occidentaux à accorder des fonds d'assistance technique à la Russie. Au début de juin 1992, le Groupe de travail gouvernemental du Canada sur l'Europe centrale et l'Europe de l'Est avait affecté 8,5 millions \$ à 45 projets concernant la Russie. Le Groupe de travail gère un programme triennal de 25 millions \$ dont le but est de fournir une assistance technique aux pays de l'ex-Union soviétique et aux États baltes.

L'assistance technique a pour objectif d'appuyer les priorités de la Russie avec les compétences de nos secteurs privé, public, universitaire et bénévole. En Russie, les secteurs prioritaires sont l'agriculture, l'énergie, le développement démocratique, la foresterie et le développement du Grand Nord, le commerce et l'investissement.

Le programme vise trois grandes priorités : appuyer les réformes axées sur l'économie de marché en facilitant la création d'entreprises privées et la formation de cadres; aider les sociétés canadiennes à accroître leurs ventes et leurs investissements dans la région, surtout dans les domaines de l'énergie, des ressources naturelles, de l'agriculture, de l'environnement et de la santé; et soutenir le développement démocratique.

Appui des sociétés commerciales canadiennes

Le programme canadien « Renaissance Europe de l'Est » aide les sociétés canadiennes à tirer avantage des possibilités de commerce et d'investissement dans les coentreprises. Le programme partage certains coûts associés aux études de faisabilité ainsi qu'une partie des coûts de la formation du personnel local.

Le Programme de développement des marchés d'exportation aide les sociétés canadiennes à assumer les coûts de la prospection de marchés pour leurs produits. Il paye certains frais pour la participation à des foires commerciales, la visite de clients éventuels, l'établissement de bureaux de vente à l'étranger, la soumission de projets et la préparation de propositions.

La coopération canado-russe dans l'Arctique et dans le Nord

Près de 25 ans de pourparlers entre le Canada et la Russie ont conduit en 1984 à la conclusion de plusieurs accords bilatéraux sur l'Arctique et le Nord.

Les intérêts communs du Canada et de la Russie dans le Nord ont suscité des échanges de politiciens, de fonctionnaires, de professionnels, de gens d'affaires et d'habitants des régions septentrionales du Canada et de la Russie, y compris des peuples autochtones. Ces échanges ont favorisé un intérêt sans précédent pour ces régions éloignées, donné aux Canadiens l'occasion de se familiariser avec la technologie russe appliquée dans ces régions et ouvert la porte au commerce.

Cette coopération bilatérale prend une nouvelle signification depuis que les Russes, par suite du changement de cap de leur pays, constatent chez eux une évolution semblable à celle que l'on observe dans le Nord du Canada, sur des sujets comme la constitution, l'autonomie gouvernementale, la protection de l'environnement, la mise en valeur des ressources et l'habitation.

À l'heure actuelle, la coopération s'étend à divers domaines, comme la géologie et le pétrole de l'Arctique, le bâtiment, l'environnement, le développement socio-économique des peuples autochtones, l'éducation, les arts et l'artisanat, la santé et l'administration de la justice. En voici quelques exemples :

- publication conjointe d'une série de cartes géologiques de l'Arctique;
- diffusion du savoir-faire canadien en matière de construction nordique, grâce à une exposition itinérante et à un échange de maquettes. Par suite de cette exposition, le gouvernement de Yakoutie, en Sibérie orientale, a accordé un contrat de 26 millions \$US à une

firme d'ingénieurs-conseils et architectes de Yellowknife, pour la construction d'une ville près de Iakoutsk.

- échanges de renseignements et travaux conjoints relativement au transport et aux effets des contaminants dans l'Arctique;
- enquête de terrain par des Canadiens dans les lointaines régions arctiques de la Russie sur les problèmes des peuples autochtones.

Le Conseil arctique

Ces dernières années, les pays circumpolaires ont exprimé leur volonté de collaborer plus étroitement afin de protéger l'Arctique, son environnement et ses populations. Comme première étape, les gouvernements des pays arctiques ont adopté, en juin 1991, une déclaration et une stratégie sur la protection de l'environnement arctique. Le Canada demande la création d'un conseil international de l'Arctique, tribune de coordination intergouvernementale qui stimulera la coopération des pays circumpolaires et où ils pourront discuter de leurs problèmes communs.

En mai 1992, à l'invitation du gouvernement canadien, les représentants des huit pays circumpolaires, dont la Russie, ainsi que des représentants de la Conférence circumpolaire inuit, ont discuté durant deux jours à Ottawa de la création d'un Conseil arctique. La prochaine série de consultations devrait avoir lieu à Ottawa en septembre 1992.

La situation politique en Russie

Depuis la dissolution de l'Union soviétique, l'autorité politique dans la Fédération de Russie provient de la constitution de l'ex-République soviétique fédérative socialiste de Russie, qui a été modifiée de façon considérable par des lois et des décisions exécutives.

Le Soviet suprême est le parlement bicaméral de la Fédération de Russie. Ses membres viennent maintenant d'un corps législatif de plus grande taille, le Congrès des députés du peuple, créé à la suite des modifications apportées à la constitution au début de 1990. La première élection générale au Congrès a eu lieu en mars 1990. De nouvelles élections sont prévues pour 1995.

Le poste de président élu de la Fédération de Russie a été créé par amendement constitutionnel au début de 1991, et les premières élections présidentielles se sont tenues en juin de la même année. La durée du mandat est de cinq ans.

Le Parti communiste a été interdit dans la Fédération de Russie par décret présidentiel en août 1991 à la suite du coup d'État avorté. Actuellement, des partis de toutes tendances voient le jour, tant au Soviet suprême qu'au Congrès des députés du peuple.

Après avoir débloqué un grand nombre de prix de marchandises, en janvier 1992, et resserré la politique monétaire, le gouvernement Eltsine a récemment assoupli les mesures de contrôle monétaire pour atténuer les pénuries de devises. La Russie prévoit rendre le rouble convertible d'ici l'automne. M. Eltsine a laissé entendre qu'une nouvelle loi sur l'établissement d'une présidence forte, la privatisation des terres et une nouvelle constitution pourrait faire l'objet d'un référendum.

L'économie de la Russie

La Russie s'est engagée à mettre sur pied une solide réforme économique, et elle y travaille de concert avec le Fonds monétaire international et la Banque mondiale. Les principaux éléments de son programme consistent à éliminer les monopoles, introduire la privatisation et la concurrence, débloquer les prix et attirer l'investissement étranger.

La refonte radicale des politiques fiscale, micro-économique et macro-économique sera une véritable gageure pour la Russie, vu les contraintes énormes que représente une inflation élevée combinée à une récession. Cependant, avant que la Russie ne puisse attirer des investissements privés et enrichir son économie, il est indispensable d'établir meilleur climat commercial, notamment par une réforme micro-économique et macro-économique et une fiscalité juste et équitable.

Privatisation

En juillet 1991, la Russie a présenté un projet de loi qui prévoit un programme triennal de privatisation. En vertu de cette loi, 70 p. 100 des biens de l'État seraient vendus au cours des dix prochaines années. Le gouvernement russe s'est aussi engagé à privatiser la moitié des petites entreprises de la Russie, y compris les restaurants et les boutiques.

D'autres mesures de privatisation, présentées en janvier 1992, encouragent les investisseurs étrangers à acheter des actions dans des entreprises russes, et elles leur permettent d'acquérir en toute propriété certaines entreprises russes non rentables.

Propriété

Toutes les propriétés soviétiques situées sur le territoire russe ont été nationalisées. Un vaste programme de privatisation est présentement à l'étude. Bien que les plans pour vendre les terres soient en gestation, les investisseurs étrangers peuvent obtenir un bail d'une durée maximale de 99 ans.

Déblocage des prix

La Russie a débloqué les prix de la plupart des produits alimentaires et des marchandises. Les coûts de l'énergie sont encore contrôlés par l'État, mais ils remonteront graduellement au niveau mondial.

Fiche documentaire sur la Russie

Données générales

Capitale	Moscou
Superficie totale	17 075 400 km ²
Population	147 millions
Monnaie	Rouble (Rr)
Langue	Russe

Données politiques

Nature de l'État	Fédération
Nature du gouvernement	République présidentielle
Chef de l'État	Le Président Boris Eltsine (depuis juin 1991)
Chef du gouvernement	Le Premier ministre par intérim Égor Gaïdar (depuis juin 1992)
Ministre des Affaires étrangères	M. Andreï Kozyrev (depuis octobre 1990)
Principaux partis politiques	Mouvement russe démocratique, Parti démocratique de Russie, Travailleurs de Russie, Parti populaire de la Russie libre, Mouvement chrétien-démocrate de Russie
Congrès des députés du peuple	1 060 membres élus pour cinq ans. Deux niveaux : régional et local. La dernière élection a eu lieu en mars 1990.
Soviet suprême (Parlement)	252 membres élus par le Congrès pour une durée de un à cinq ans. Dernière rotation en 1992.
Prochaines élections	1995

Données économiques

Premier Vice-premier ministre (réforme économique)	M. Egor Gaïdar
Premier Vice-premier ministre (industrie)	M. Vladimir Choumeïko
Ministre des Finances	M. Vassili Bartchouk

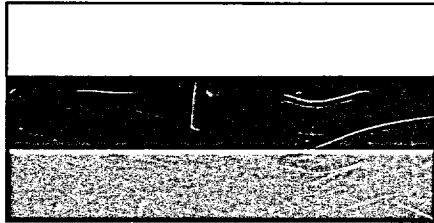
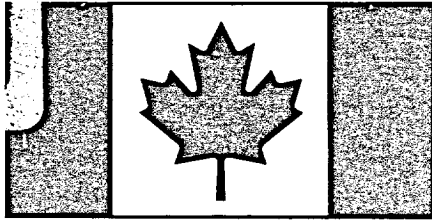
Ministre des Relations économiques internationales	M. Petr Aven
PIB (est. 1992)	9 billions Rr
PIB par habitant (est. 1992)	61 244 Rr
Taux de croissance du PIB (est. 1991)	- 11 %
(prév. 1992)	- 19 %
Part du déficit budgétaire dans le PIB (1 ^{er} trim. 1992)	14 %
Taux de chômage (1 ^{er} trim. 1992)	0,1 %
Taux d'inflation (prév. 1992)	Plus de 1 000 %
Taux de change (juin 1992)	1 \$ = 75 Rr
Dette de l'ex-URSS envers les crédoiteurs occidentaux	82 milliards \$
Part de la Russie dans la dette de l'ex-URSS	61 %
Importations (janv.-sept. 1991)	20,9 milliards \$
Exportations (janv.-sept. 1991)	32,9 milliards \$
Investissements canadiens directs en Russie (est. 1992)	Plus de 350 millions \$

Représentation diplomatique

Ambassadeur canadien à Moscou	M. Michael Bell
----------------------------------	-----------------

doc
CA1
EA
92V37
EXF

b 246214X (E)
b 2462151 (F)



Visit to Canada

by

Boris Yeltsin
President of Russia

June 18-20, 1992

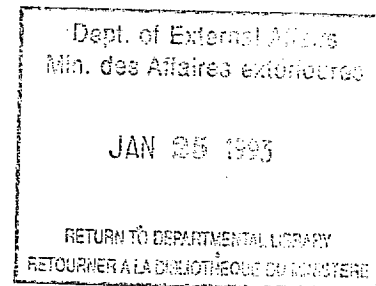
Briefing Book

Visit to Canada

by

Boris Yeltsin
President of Russia

June 18-20, 1992



43-264-480ce)
43-264-481cf)

*Printed on
recycled paper*



*Imprimé sur du
papier recyclé*



External Affairs and
International Trade Canada

Affaires extérieures et
Commerce extérieur Canada

Printed in  Canada

Contents

President Boris Yeltsin	1
Acting Prime Minister Yegor Gaidar	2
Minister of Foreign Affairs Andrey Kozyrev	3
Governor General Ramon Hnatyshyn	4
Prime Minister Brian Mulroney	5
Secretary of State for External Affairs Barbara McDougall	6
Canada-Russia Bilateral Relations	7
Canada-Russia Trade	8
Canadian Investment in Russia	9
Canadian Assistance to Russia	10
Canada-Russia Arctic and Northern Cooperation	12
Russian Political Situation	13
Russian Economy	14
Russia — Fact Sheet	15

**President
Boris Yeltsin**

Boris Nikolayevich Yeltsin was born on Feb. 1, 1931, in Sverdlovsk (now called Yekaterinburg). After receiving a degree in construction engineering from the Ural Polytechnic Institute in Sverdlovsk, he was employed as a construction engineer from 1955 to 1968.

Mr. Yeltsin joined the Communist Party at the age of 30. In 1976, he was appointed first secretary of the Sverdlovsk District Party Committee, where he gained a reputation as an energetic reformer.

In 1985, he was brought to Moscow as secretary of the Central Committee for Construction. There he joined the new reform leadership headed by General Secretary Mikhail Gorbachev. A year later, Mr. Yeltsin became first secretary of the Moscow Party Committee and a candidate member of the Politburo.

In October 1987, after criticizing the Communist Party's Secretariat and complaining about the slow pace of perestroika, Mr. Yeltsin resigned from local Moscow and Politburo posts.

Two years later, Mr. Yeltsin was elected to the U.S.S.R. Congress of Peoples' Deputies to represent all of Moscow and joined the Supreme Soviet.

In 1990, he was elected chairman of the Russian Supreme Soviet. He resigned from the Communist Party in July 1990.

In June 1991, in the first democratic election of a head of state in Russia's history, Boris Yeltsin became president on the first ballot. Two months later, an attempted coup in the U.S.S.R. failed largely because President Yeltsin steadfastly opposed it publicly.

Boris Yeltsin is married to Anastasiya Iosipovna Yeltsina and has two married daughters, Tanya and Lena.

**Acting Prime Minister
Yegor Gaidar**

Yegor Timurovich Gaidar was born on March 19, 1956, in Moscow. His father, Timur, was a foreign correspondent; his grandfather Arkady was a popular author of children's books.

A doctor of economic sciences, Mr. Gaidar spent the early years of his career working in research institutes. In 1987 he was put in charge of economics at Pravda and other publications. He left Pravda in December 1990 to found the Institute of Economic Policy.

Mr. Gaidar entered government in November 1991. He is the chief architect of President Yeltsin's economic reforms. On June 15, 1992, Mr. Gaidar was appointed acting prime minister.

Minister of Foreign Affairs Andrey Kozyrev

Andrey Vladimirovich Kozyrev was born on March 27, 1951. He received a post-graduate degree in history from the Moscow State Institute of International Relations in 1974.

Mr. Kozyrev began his diplomatic career that year in the Soviet Foreign Ministry's International Organizations Department. He became deputy chief in 1986 and chief in 1989. He was a regular participant in meetings of the United Nations General Assembly and in UN-sponsored conferences on disarmament and security issues. He advocated a less politicized UN and was critical of the Soviet Union's hostility towards the West.

In October 1990, Mr. Kozyrev was named minister of foreign affairs of the Russian Federation.

Andrey Kozyrev and his wife Irina have one daughter.

Governor General Ramon Hnatyshyn

Ramon Hnatyshyn was born in Saskatoon, Saskatchewan on March 16, 1934. He obtained a BA and LLB from the University of Saskatchewan, and served while studying (1951-56) in the Royal Canadian Air Force's reserve training plan. He later became a member of the 23 Wing Auxiliary in Saskatoon (1956-58).

Mr. Hnatyshyn was called to the bar of Saskatchewan in 1957. He was private secretary and executive assistant (1958-60) to the leader of the government in the Senate.

Returning to his law practice in 1960, he also served as president of the North Saskatchewan branch of the United Nations Association of Canada. He was sessional lecturer in law at the College of Law, University of Saskatchewan (1966-74), and bencher of the Law Society (1970-74). In 1973 he was appointed Queen's counsel for Saskatchewan and served as president of the Law Society of Saskatchewan (1973-74).

Mr. Hnatyshyn was elected to the House of Commons in 1974, representing the riding of Saskatoon-Biggar. He was subsequently reelected in the riding of Saskatoon West in the general elections of 1979, 1980 and 1984.

In 1979 Mr. Hnatyshyn was appointed minister of state for science and technology and minister of energy, mines and resources. He served as government house leader (1984-86), president of the Queen's Privy Council (1985-86), minister responsible for regulatory affairs (1986), and minister of justice and attorney general of Canada (1986-88).

In 1988 Mr. Hnatyshyn was appointed Queen's counsel for Canada. On January 29, 1990 he was sworn in as Canada's 24th governor general since Confederation and the seventh Canadian to hold the office.

Mr. Hnatyshyn has been an active volunteer in the United Way, the United Community Funds and the Saskatoon Gallery and Conservatory Corporation.

Mr. Hnatyshyn is married to Karen Gerda Nygaard Andreasen and they have two sons.

**Prime Minister
Brian Mulroney**

Born March 20, 1939, in Baie Comeau, Quebec, Brian Mulroney is a lawyer and former corporate executive.

Mr. Mulroney holds a bachelor of arts (honours) degree in political science from St. Francis Xavier University, Antigonish, Nova Scotia, and a bachelor of law degree from l'Université Laval at Québec.

On June 11, 1983, Mr. Mulroney was elected leader of the Progressive Conservative Party of Canada. He subsequently won election to the House of Commons in a by-election on Aug. 29, 1983, in the riding of Central Nova, Nova Scotia.

In the general election of 1984, Mr. Mulroney was elected in the riding of Manicouagan, Quebec. His party won the largest number of seats in Canadian parliamentary history. He was reelected in the riding of Charlevoix, Quebec, on Nov. 21, 1988, and led his party to form a second majority government.

Mr. Mulroney has been active in public life and community affairs for many years. In May 1974, he was appointed to the Cliche Royal Commission investigating violence in the Quebec construction industry.

In 1976, he was a candidate for the leadership of the Progressive Conservative Party. Later that year, he joined the Iron Ore Company of Canada as executive vice-president; a year later, he became company president.

Mr. Mulroney has been active in charitable organizations such as the United Way of Greater Montreal, the Big Brothers Association of Canada, the Quebec Association for the Mentally Retarded, the Canadian Juvenile Diabetes Foundation and the Montreal Heart Fund.

Mr. Mulroney is married to the former Mila Pivnicki; they have four children: Caroline, Benedict, Mark and Nicolas.

**Secretary of State
for External Affairs
Barbara McDougall**

Born in Toronto on Nov. 12, 1937, Barbara McDougall studied political science and economics at the University of Toronto, where she obtained a bachelor of arts (honours) degree in 1960. She became a chartered financial analyst in 1973.

Mrs. McDougall began her career as an economic analyst in banking. She has also worked as a market research analyst and as a business journalist on national magazines and in television.

For 10 years, Mrs. McDougall was an investment analyst specializing in forest products. From 1976 to 1981, she was vice-president of a securities firm. From 1982 until entering federal politics in 1984, Mrs. McDougall was executive director of the Canadian Council of Financial Analysts.

Mrs. McDougall was first elected to Parliament in September 1984 in the Toronto riding of St. Paul's. She was reelected in the same riding in November 1988.

In September 1984, Mrs. McDougall was appointed minister of state (finance). Between 1986 and 1988, she held three cabinet posts at the same time: minister of state (privatization), minister responsible for the status of women, and minister responsible for regulatory affairs.

Mrs. McDougall was minister of employment and immigration from March 1988 until her appointment in April 1991 as secretary of state for external affairs.

She chairs the Cabinet Committee on Foreign Affairs and Defence Policy. She is a member of the Planning and Priorities Committee of Cabinet and the Cabinet Committee on Canadian Unity and Constitutional Negotiations.

As a volunteer, Mrs. McDougall chaired the Salvation Army Red Shield Appeal in Toronto. She has also been a director of organizations providing life skills training and serving senior citizens, and was vice-chair of the Elizabeth Fry Society of British Columbia.

Canada-Russia Bilateral Relations

Canada and Russia are geographically the world's largest countries. They share three oceans, the Atlantic, Pacific and Arctic. Canada established diplomatic relations with the Soviet Union 50 years ago this month, on June 12, 1942, but relations were cool until the recent dramatic changes that led to the emergence of the Russian Federation as an independent state. Now, contacts between Canadians and Russians are developing with unparalleled speed.

Prime Minister Brian Mulroney's visit to the Soviet Union in November 1989 was marked by open and frank discussion and by the signature of 14 bilateral agreements.

President Gorbachev's visit to Canada in May 1990 reaffirmed this new tone, and Canada followed up with three visits to Russia by the secretary of state for external affairs.

President Yeltsin visited Canada in February 1992, when he and Prime Minister Mulroney signed a joint political declaration. They also signed a memorandum on regular consultations and a long-term grain agreement.

Canada has accepted Russia as the continuation of the U.S.S.R. in respect of all Soviet international rights and obligations. Existing Canada-U.S.S.R. treaties and agreements remain in force.

Canada supported Russia's assumption of the former Soviet Union's membership in the United Nations and in the Conference on Security and Cooperation in Europe. Canada also backs Russia's co-sponsorship of the Middle East peace process and has benefited from Russia's support for peace initiatives in Yugoslavia and Nagorno-Karabakh.

The two countries also work closely together in the North Atlantic Cooperation Council, which met at the ministerial level on June 5, 1992.

Size and geography have dictated that Canada and Russia face many common challenges and have similar potential in energy, agriculture, forestry, environment, industrial restructuring, transport and communication.

In recent years, Russia and Canada have cooperated closely in the Arctic. Both supported the creation of the International Arctic Science Council and took part in the 1991 Conference on the Arctic Environment, held in Rovaniemi, Finland.

The 1992 joint political declaration affirmed Russia's support for the creation of an international Arctic council, an idea launched by Prime Minister Mulroney in St. Petersburg (formerly Leningrad) in 1989.

Cooperation also extends to the military sphere, where joint exercises and staff talks are now annual events. A delegation from a Canadian military college visited Moscow and St. Petersburg early in 1992 and a group of Russian paratroopers will take part in a Canadian jump exercise later in the year.

From 1988 to 1991, Canadian visas issued to tourists from the former U.S.S.R. doubled to 27,426. Academic exchanges sent 22 scholars to Russia and 21 Russian scholars to Canada in 1990-91.

The recent Crossroads of the Continents exhibition at the Canadian Museum of Civilization explored early links between North America and Russia across the Bering Strait.

Canada-Russia Trade

Canada's commercial relations with Russia have traditionally been dominated by major grain sales which have made Russia our biggest wheat customer worldwide. In recent years, increased opportunities created by economic reform and modernization in Russia have attracted widespread Canadian private sector interest in a number of new areas. Today, Russia is Canada's eleventh largest export market worldwide.

Leading Canadian exports are wheat, barley, fish, meat, sulphur, chemicals, wood pulp, oil and gas equipment, engineering services and polyethylene. An important invisible export is engineering services. This includes design, procurement, and project management.

Russian exports to Canada include metals and minerals, as well as some machinery and equipment such as automobiles and machine tools.

In 1991, Russian exports to Canada hit a record level at \$233 million. The recent extension of general preferential treatment to most Russian imports into Canada should help improve access to our market.

While Canadian exports remain predominantly agricultural, the potential for increased sales in non-agricultural fields is expected to expand. The liberalization of export controls over computer technology and reductions in restrictions affecting telecommunications equipment bode well for expanded high technology sales.

Canadian industry is interested in becoming involved in the search for Russian raw industrial materials and in finding advanced, but as yet uncommercialized, technology. Russian advanced industrial materials and biomedical engineering expertise, for example, could be valuable to many Canadian companies.

Given the scarcity of hard currency in Russia, many exporters are investigating new ways of financing their exports to the region, including countertrade transactions and joint venture initiatives. Expanded multilateral financing possibilities are also expected to result from Russian accession to the International Monetary Fund and World Bank in April 1992, as well as the establishment of the European Bank for Reconstruction and Development in April 1991.

Canada's energy minister was in Moscow last month to sign a memorandum of understanding on energy and nuclear safety cooperation. During his visit, he toured an oil and gas show which attracted 25 Canadian company exhibitors.

To further support Canadian exporters' efforts in the Russian market, Canada's minister of industry, science and technology and minister for international trade is leading a delegation of 60 Canadian companies to Russia, Ukraine and Kazakhstan on July 2-11, 1992.

Canadian Investment in Russia

In 1989, Canada and the U.S.S.R. signed the Foreign Investment Protection Agreement. The agreement, which was ratified in 1991, supports the establishment of joint ventures and wholly foreign-owned subsidiaries. Russia remains obligated to the terms of the treaty.

While the historic political and economic changes still underway have increased the complexity of the Russian market, they have led to a wider scope for diversification of Canada's investment relationship with one of the world's largest economies.

Russia is the main target for Canadian joint venture investment in the former Soviet Union, particularly in the oil and gas sector; construction and building materials (especially for cold weather and rugged conditions); telecommunications; agro-food production; storage and processing; mining/metallurgy and other resource development sectors.

Over the last few years, some 80 Canadian joint ventures have been established in Russia. Twenty of Canada's top 100 companies are either active in the Russian market or interested in it.

Total Canadian investment in Russia has been estimated at over C\$300 million, with Gulf Canada Resources and McDonald's Restaurants of Canada Ltd. being the leading investors.

Canadian Assistance to Russia

Canadian economic assistance has several components: grains and other food credits, commercial credits, international contributions, and support to Canadian commercial firms, as well as technical and humanitarian assistance.

Humanitarian assistance

In February 1992, Canadian military flights delivered \$3 million worth of medical supplies such as syringes and thermometers, mainly for elderly people and children in hospitals and orphanages. The supplies were purchased by the Canadian Red Cross with Canadian government funds.

Food credits

Canada and Russia signed a long-term grains agreement on Feb. 1, 1992, during President Yeltsin's first visit to Canada. The Canadian Wheat Board has extended a US\$1.5 billion line of credit and will sell at least 25 million metric tonnes of wheat and feed grains to Russia over five years, with a target of five million tonnes a year.

Canada's Export Development Corporation has established a C\$150 million line of credit for food supplies such as feed corn, vegetable oil and meat. Between November 1991 and January 1992, deliveries were made under contracts with the former U.S.S.R. A protocol activating the remaining C\$62 million was signed with Russia on April 28, 1992.

Commercial credits

An Export Development Corporation C\$100 million line of credit for goods and services was announced Feb. 1, 1992, during a visit by President Yeltsin. It was signed on April 28, 1992.

International contributions

Canada has subscribed a 3.4 per cent share of capital in the European Bank for Reconstruction and Development, up to a ceiling of \$120 million.

As well, Canada is prepared to contribute to a stabilization fund for the ruble. This is being arranged through the International Monetary Fund and is conditional on Russia implementing IMF-approved economic reform. Discussions are continuing on how to manage the US\$6 billion fund. The Canadian share could amount to about US\$300 million.

Technical assistance

Canada was one of the first western nations to provide technical assistance to Russia. By early June 1992, Canada's Task Force on Central and Eastern Europe had allocated a total of \$8.5 million to 45 projects involving Russia. Overall, the task force manages a three-year, \$25 million program of technical assistance to the countries of the former Soviet Union and the Baltic states.

The technical assistance is designed to match Russia's priorities with Canadian expertise in the private, public, academic and voluntary sectors. In Russia, priority sectors are agriculture, energy, democratic development, forestry/northern development, trade and investment.

The program's three main priorities are support for market-oriented economic reforms by helping create private enterprises and management training; assistance to Canadian firms wanting to increase trade and investment in the region, with a focus on energy and natural resources, agriculture, environment and health; and support for democratic development.

Support to Canadian commercial firms

Canada's Renaissance Eastern Europe program helps Canadian firms take advantage of trade and investment opportunities in joint ventures. The program shares some of the costs of feasibility studies and part of the cost of training locally employed staff.

The Program for Export Market Development helps Canadian firms pay the cost of identifying markets for their products. It covers some of the expense of participating in trade fairs, visiting potential customers, establishing sales offices, and bidding on projects or preparing proposals.

Canada-Russia Arctic and Northern Cooperation

Nearly 25 years of dialogue between Canada and Russia led to a series of bilateral arrangements on Arctic and northern issues starting in 1984.

The mutual interests of Canada and Russia in the North have resulted in exchanges of politicians, bureaucrats, professionals, business people and local inhabitants, including aboriginal people. The exchanges have provided unprecedented access to remote regions, firsthand knowledge of Russian northern technology, and the potential for commercial activities.

This bilateral cooperation takes on a new meaning since Russians are experiencing developments similar to those occurring in Canada's North — in areas such as constitutional issues, self-government, environmental protection, resource development and housing.

Current cooperation covers such diverse fields as geology and Arctic petroleum, construction, environment, socio-economic development of aboriginal people, education, arts and crafts, health and administration of justice. The results include

- joint publication of a series of circumpolar geological maps
- successful promotion of Canadian expertise in northern construction through touring exhibits and exchange of designs. As a result, in March 1992, the Government of Yakutia in Eastern Siberia awarded a US\$26 million contract to a Yellowknife firm of engineers and architects to build a town near Yakutsk

- exchange of information and work on the transport and effects of contaminants in the Arctic
- Canadian field work in the remote Arctic regions of Russia to gather information on the problems of aboriginal people.

Arctic Council

In recent years, circumpolar countries have expressed a desire to work more closely to protect the Arctic, its environment and its peoples. As a first step, the governments of the Arctic countries adopted a declaration and a strategy on Arctic environmental protection in June 1991. Canada is now pressing for an international Arctic Council, an umbrella-type intergovernmental forum, to discuss issues of common interest and to promote circumpolar cooperation.

In May 1992, at the invitation of the Canadian government, officials from the seven other circumpolar countries, including Russia, as well as representatives of the Inuit Circumpolar Conference, met in Ottawa with Canadian officials for two days of talks on the creation of an Arctic Council. The next round of consultations is expected to take place in September 1992 in Ottawa.

Russian Political Situation

Since the dissolution of the Soviet Union, political authority in the Russian Federation has derived from the constitution of the former Russian Soviet Federated Socialist Republic, as extensively amended by executive and legislative acts.

The Supreme Soviet is the bicameral parliament of the Russian Federation. Its members are now drawn from a larger legislative body, the Congress of Peoples' Deputies, instituted following constitutional amendments in early 1990. The first general election to the Congress was held in March 1990. Fresh elections are scheduled for 1995.

The elected position of president of the Russian Federation was created by constitutional amendment in early 1991 and the first presidential elections were held in June of that year. The term is five years.

The Communist Party was banned in the Russian Federation by presidential decree in August 1991, following an abortive coup. Parties are forming across a wide spectrum in both the Supreme Soviet and the Congress of Peoples' Deputies.

After freeing many prices in January 1992 and tightening monetary policy, the Yeltsin government has recently relaxed monetary control to relieve cash shortages. Russia plans to make the ruble convertible by autumn. Yeltsin has suggested that a new law on a strong presidency, privatization of land and a new constitution might be submitted to referendum.

Russian Economy

Russia is committed to developing a viable economic reform program and is working with the International Monetary Fund and the World Bank towards this goal. Key elements are eliminating monopolies, introducing privatization and competition, freeing prices, and attracting foreign investment.

Overhauling its fiscal, micro-economic and macroeconomic policy will be a challenge for Russia given the pressures of high inflation and a recession. However, a more conducive business environment, including economic reform and fair taxation, is required to see Russia attract and benefit from private investment.

Privatization

Legislation introduced in July 1991 called for a three-year privatization program and the sale of 70 per cent of state property over 10 years.

The Russian government has committed itself to privatizing half of Russia's small enterprises, including restaurants and shops.

Other privatization efforts, introduced in January 1992, encourage foreign investors to buy shares in Russian enterprises and allow investors to fully own some unprofitable Russian firms.

Property

All Soviet property on Russian territory belongs to the state. A wide-ranging privatization program is under consideration. Plans to sell land have stalled but foreign investors may obtain leases of up to 99 years.

Price Reforms

Russia has freed prices on most foods and commodities. Energy prices remain under state control, but will gradually be raised to world levels.

Russia — Fact Sheet

General

Capital	Moscow
Total area	17,075,400 km ²
Population	147 million
Currency	ruble (Rr)
Language	Russian

Political

Type of state	Federation
Type of government	Presidential republic
Head of state	President Boris Yeltsin (since June 1991)
Head of government	Acting Prime Minister Yegor Gaidar (since June 1992)
Minister of foreign affairs	Andrey Kozyrev (since October 1990)
Main political parties	Democratic Russia Movement, Democratic Party of Russia, Workers' Russia, Peoples' Party of Free Russia, Russian Christian Democratic Movement
Congress of Peoples' Deputies	1,060 members elected for 5 years. Two-tier regional and local constituencies. Last election in March 1990.
Supreme Soviet (parliament)	252 members elected by Congress for 1 to 5 years. Last rotation in 1992.
Next elections	1995

Economic

First deputy prime minister (economic reform)	Yegor Gaidar
First deputy prime minister (industry)	Vladimir Shumeyko
Minister of finance	Vassily Barchuk

Minister of foreign economic relations	Petr Aven
GDP (1992 estimated)	Rr9 trillion
GDP per capita (1992 estimated)	Rr61,224
GDP growth rate (1991 estimated)	- 11%
(1992 projected)	- 19%
Budget deficit share of GDP (first quarter, 1992)	14%
Unemployment rate (first quarter, 1992)	0.1%
Inflation rate (1992 projected)	> 1000%
Exchange rate (June 1992)	\$1 = Rr75
Former Soviet Union debt held by Western creditors	\$82 billion
Portion of the debt of the former U.S.S.R.	61%
Imports (Jan.-Sept. 1991)	\$20.9 billion
Exports (Jan.-Sept. 1991)	\$32.9 billion
Canadian direct investment in Russia (1992 estimated)	over \$300 million

Diplomatic Representation

Canadian ambassador in Moscow	Michael Bell
-------------------------------	--------------